

1,40 € jeudi 3 février 2011 - Le Figaro N° 20 685 - www.lefigaro.fr - France métropolitaine uniquement



Bientôt des compétences élargies pour les infirmières
PAGE 11

Iran: sous l'effet des sanctions, la population perd patience
PAGE 2

Bataille pour le Théâtre Marigny à Paris
PAGE 30



LE FIGARO

"Sans la liberté de blâmer il n'est point d'éloge flatteur" Beaumarchais

Le Figaro économie

Les start-up de demain réunies à Paris
PAGE 18

Les conditions de Merkel pour aider l'Europe
PAGE 20

Véhicules hybrides: PSA et BMW s'associent
PAGE 23



Au Yémen, la pression de la rue fait fléchir le président
PAGE 7

Internet, outil de travail favori des islamistes
PAGE 10

Des personnalités musulmanes en visite à Auschwitz
PAGE 10

Le Figaro littéraire
Les nouveaux visages du roman français
QUATRIÈME CAHIER



A-C. POLIQUILLAT/APP, E. FERBERG/APP, J. PAILLE/FRANCOIS.COM, F. BOUCHON, S. SORIANO/LE FIGARO

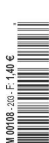
Jean-François Copé

Invité du «Talk Orange-Le Figaro»
PAGE 4

Secrétaire général de l'UMP

PUBLICITÉ

Dans ce journal, il y a une page 508.



ALG: 185DA, AND: 150C, BEL: 150C, DOM: 210C, CH: 320 FS, CAN: 425 SC, D: 210 C, A: 3C, ESP: 210 C, GB: 170 C, GR: 230 C, ITA: 230 C, LUX: 150C, NL: 210C, H: 830 HUF, PORT: CONT. 230C, SVN: 230C, MAR: 140H, TUN: 250TU, USA: 425C, ZONE CFA: 900CFA, ISSN 0182-5852

Les partisans de Moubarak sèment la violence au Caire



OSMAN TOMASEVIC/REUTERS

Les violents affrontements qui ont opposé, hier, partisans et opposants à Moubarak sur la place Tahrir au Caire ont fait au moins trois morts et plus de 600 blessés. PAGES 5 ET 6

Comment la CGT ruine le port de Marseille

DANS un rapport provisoire dont le Figaro a obtenu copie, la Cour des comptes dresse un portrait sans concession des pratiques et des blocages qui minent le grand port maritime de Marseille depuis des années. Conditions de travail, rémunérations, productivité, mais aussi violences restées sans suite... les surenchères de la CGT provoquent un inexorable déclin. PAGE 21



Réduction des déficits: Nicolas Sarkozy défie les socialistes



NICOLAS Sarkozy tient à sa réforme constitutionnelle visant à inscrire dans le marbre le principe de l'équilibre budgétaire. Un projet de loi sera déposé « dans les prochaines semaines », a annoncé hier François Fillon, en Conseil des ministres. Mais pour être adopté, le texte devra franchir un obstacle de taille: recueillir une majorité des trois cinquièmes du Parlement réuni en Congrès à Versailles. Objectif d'autant plus difficile à atteindre que le PS ne veut pas faire un tel cadeau au président. PAGE 3 ET ÉDITORIAL PAGE 15

HISTOIRE DU JOUR

Le Brésil veut inscrire le droit au bonheur dans sa Constitution

Les députés et sénateurs, qui ont fait leur rentrée parlementaire ce mardi dans un Congrès renoué à 46 %, ont du pain sur la planche. Entre autres projets polémiques, ils devront bientôt se prononcer sur l'opportunité d'ajouter la « recherche du bonheur » à la Constitution. Alors que le Brésil devrait devenir la 5e puissance économique mondiale d'ici à 2016, l'amendement a pour objectif d'accélérer l'amélioration de l'éducation, de la santé et de la sécurité, talons d'Achille du géant latino-américain. Le droit au bonheur semble plus accessible au Brésil que dans le reste du monde, souligne Marcelo Neri, économiste à la Fondation Getulio Vargas (FGV). Il a piloté une étude dans 132 pays et en a conclu qu'il existait une forte corrélation entre niveaux de revenu et de bonheur. « Sauf dans le cas du Brésil, où les personnes étaient beaucoup plus heureuses malgré de bas revenus ». Le rapport montre également que les Brésiliens sont le peuple le plus optimiste de la terre quant à leur bonheur futur. « C'est une marque de caractère, mais c'est aussi le symbole des immenses progrès enregistrés cette dernière décennie. » Selon lui, introduire le bonheur dans la Constitution tiendra plus du folklore que de l'efficacité. « Le ministère de l'Éducation a mis en place des objectifs chiffrés beaucoup plus sérieux. Si le gouvernement s'y tient, je crois que cela fera beaucoup plus pour le bonheur des Brésiliens que n'importe quel amendement », conclut-il. ■

LAMIA OUALLOU (À RIO DE JANEIRO)

DÉBATS & OPINIONS

LA CHRONIQUE de Luc Ferry
Affaire Laëtitia: les récidives de la récidive PAGE 15



RENDEZ-VOUS

L'ÉDITORIAL de Paul-Henri du Limbert
LE CARNET DU JOUR
APARTÉ d'Anne Fulda
TOUTE L'ACTUALITÉ SUR lefigaro.fr

PAGE 15
PAGE 13
PAGE 40

BARNES

INTERNATIONAL LUXURY REAL ESTATE



UN DUPLEX AVEC JARDIN PRIVATIF AVENUE FOCH PARIS 16th



CHÂTEAUX, HÔTELS PARTICULIERS, MAISONS, APPARTEMENTS FAMILIAUX, PIED-À-TERRER D'EXCEPTION

PARIS - AROUND PARIS - DEAUVILLE - BASQUE COAST - PROVENCE
FRENCH RIVIERA - GENEVA - LONDON - NEW YORK - MIAMI

WWW.BARNES-INTERNATIONAL.COM

C

HISTOIRE DU JOUR

Le Brésil veut inscrire le droit au bonheur dans sa Constitution

Les députés et sénateurs, qui ont fait leur rentrée parlementaire ce mardi dans un Congrès renoué à 46 %, ont du pain sur la planche. Entre autres projets polémiques, ils devront bientôt se prononcer sur l'opportunité d'ajouter la « *recherche du bonheur* » à la Constitution. Alors que le Brésil devrait devenir la 5e puissance économique mondiale d'ici à 2016, l'amendement a pour objectif d'accélérer l'amélioration de l'éducation, de la santé et de la sécurité, talons d'Achille du géant latino-américain. Le droit au bonheur semble plus accessible au Brésil que dans le reste du monde, souligne Marcelo Neri, économiste à la Fondation Getulio Vargas (FGV). Il a piloté une étude dans 132 pays et en a conclu qu'il existait une forte corréla-

tion entre niveaux de revenu et de bonheur, « *sauf dans le cas du Brésil, où les personnes étaient beaucoup plus heureuses malgré de bas revenus* ». Le rapport montre également que les Brésiliens sont le peuple le plus optimiste de la terre quant à leur bonheur futur. « *C'est une marque de caractère, mais c'est aussi le symbole des immenses progrès enregistrés cette dernière décennie*. » Selon lui, introduire le bonheur dans la Constitution tiendra plus du folklore que de l'efficacité. « *Le ministère de l'Éducation a mis en place des objectifs chiffrés beaucoup plus sérieux. Si le gouvernement s'y tient, je crois que cela fera beaucoup plus pour le bonheur des Brésiliens que n'importe quel amendement* », conclut-il. ■

LAMIA OUALALOU (À RIO DE JANEIRO)